

NOTE ET BILAN D'EXPÉRIENCE

*Problèmes et défis de l'archivistique russe actuelle**

**Irina Karapetiants
et Robert Nahuet**

*L*a Russie connaît depuis une décennie une période majeure de transition. Celle-ci prend une acuité particulière depuis la fin des années quatre-vingt, notamment après la chute du mur de Berlin qui a sonné le glas du communisme officiel en entraînant une désagrégation de ses principaux fondements. Cette période de transition comporte de nombreux défis pour l'archivistique russe qui sont de trois ordres: conceptuels, méthodologico-pratiques et financiers. Ces défis relèvent de principes et de notions conceptuelles en regard de la définition de la notion de fonds d'archives et du principe de respect des fonds. Le second ordre de défis découle du premier, dans la mesure où il concerne l'application et la mise en œuvre de ces concepts archivistiques, mais surtout la nécessité d'une formation adéquate des archivistes à l'aube de cette nouvelle problématique et de la réalité du nouveau contexte économique. Enfin, ces défis recouvrent des problèmes financiers auxquels doit faire face ce pays; le manque de ressources financières, la vétusté des locaux, l'impossibilité de lancer de vastes programmes de rassemblement et de préservation des documents.

Pour bien comprendre l'ampleur des problèmes et les embûches à surmonter, rappelons que la Fédération de Russie occupe un territoire de plus de 17 millions de kilomètres carrés, soit environ 75 % de la superficie de l'ex-URSS et compte quelque

* En mai 1997, l'Université Laval avait le plaisir de recevoir madame Irina Karapetiants, archiviste de formation et professeure à l'Université d'État des sciences humaines de Russie. Cette rencontre et les pourparlers l'entourant ont servi de toile de fond à la création du Centre Moscou-Québec et scellé d'une manière officielle des liens entre l'Université Laval à Québec et l'Université d'État des sciences humaines de Russie à Moscou. Dans le cadre de sa visite à l'Université Laval, Mme Karapetiants a prononcé une conférence sur l'organisation des archives en Russie. Le texte de sa conférence a servi de base à la rédaction du présent article. À cet égard, il constitue les premiers pas d'une collaboration entre les deux institutions.

150 millions d'individus. À cela s'ajoute une structure géo-politique interne complexe pour tout néophyte ou non-russe. La Fédération de Russie se compose de 89 «sujets» ou divisions internes, lesquelles réfèrent à des républiques (21), à des *kraï*s (6), à des *oblasts* (51), à des *okrougs* autonomes (10) et à deux villes ou métropoles possédant chacune un statut fédéral (Moscou et St-Pétersbourg)¹. De plus, comme le soulignait une étude récente de l'OCDE: «En Russie (...) l'autorité et la responsabilité des structures administratives formelles et les rapports juridiques entre l'État et les 89 "sujets" (*oblast*, républiques, *kraï*, etc.) sont au mieux flous» (OCDE 1998, 39). Cette citation témoigne du caractère transitoire de l'actuelle situation en Russie, tout en étant source d'ambiguïtés tant pour les Russes que pour toute personne intéressée par le développement de cette fédération. Par conséquent, la définition des rôles et des responsabilités entre les organes administratifs des divers paliers de l'État à l'intérieur de la Russie ne se trouve aucunement figée, voire officialisée. Pareillement, à la lumière d'un article paru dans *Le Monde diplomatique* en mars 1997, il ressort que la majorité des régions russes peuvent dorénavant élire leurs propres dirigeants, ce qui démontre ainsi l'application du principe de décentralisation du processus décisionnel. Toutefois, dans bon nombre de domaines, il appert que les relations entre les divers échelons de l'État russe restent encore à définir, sinon à peaufiner; de là, des rapports à échafauder qui seront en étroites relations avec la détermination des organismes producteurs de fonds.

L'HÉRITAGE SOVIÉTIQUE

À l'image de la société russe tout entière, l'archivistique se révèle fortement redevable des caractéristiques du régime soviétique antérieur. Ainsi, il ne faut pas se surprendre de retrouver en Russie quelque 4 000 kilomètres de documents répartis dans plus de 2 400 dépôts d'archives historiques, tant au niveau local que national, disséminés sur tout le territoire de cette nouvelle fédération. Cependant, l'héritage archivistique de la Révolution russe et du régime qui en a assumé la poursuite comporte deux volets essentiels: d'une part, l'adoption d'une vision particulière du principe de respect des fonds ou vision maximaliste et, d'autre part, une centralisation certaine de la production documentaire organique.

La mise en place d'une vision maximaliste (ou ultra maximaliste) remonte à un décret de juin 1918 de Lénine instaurant la création d'un seul et unique fonds d'archives pour l'ensemble des archives rassemblées par le régime issu de la Révolution d'octobre de 1917. Cet immense fonds regroupe les documents qui sont le fruit de la nationalisation des diverses institutions étatiques et civiles. En somme, ce fonds englobe, en plus des archives gouvernementales, les archives appartenant généralement, tout au moins dans les pays occidentaux, au secteur privé: archives d'entreprises, d'usines, d'établissements commerciaux de même que les documents des églises, des familles et des individus. En fait, ce fonds comprend également, quoique d'une manière distincte, les archives de l'ancien régime ainsi que les documents produits par le Régime soviétique. Selon la Réglementation des archives de l'URSS:

Le fonds d'archives de l'État de l'URSS est l'ensemble des documents appartenant à l'État soviétique et ayant une importance politique, économique et historique. Le fonds d'archives de l'URSS a été créé en vue de centraliser le contrôle, la conservation et l'utilisation des documents. Le fonds d'archives de l'URSS relève de la compétence de la direc-

tion principale des archives auprès du Conseil des ministres de l'URSS (Ermisse et René-Bazin 1988, 37).

D'un autre côté, et cela pourrait paraître de prime abord quelque peu paradoxal, l'archivistique soviétique englobe aussi bien la gestion des documents administratifs ou *records management* que la gestion des documents historiques à conservation permanente (Charpy et Duchein 1976, 94-96). Cet appel aux principes et règles issus d'une conception et d'une méthodologie américaines de gestion des archives courantes n'est pas étranger à une volonté de contrôler l'ensemble de la chaîne documentaire depuis la création des documents jusqu'à leur destruction ou leur versement aux archives historiques². Cela témoigne d'un net dessein de centralisation de la gestion des documents de la part du Parti-État alors au pouvoir (Ermisse et René-Bazin 1988, 46). Dans la même veine, c'est aux organismes centraux que revient la responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et des normes archivistiques pour l'ensemble des composantes de l'URSS. C'est, entre autres, le rôle qu'incombe à l'VNIIDAD (Institut fédéral de recherches archivistiques) tant en ce qui touche la confection des instruments de recherche pour les archives historiques que l'élaboration des outils de gestion des archives courantes (Ermisse et René-Bazin 1988, 43). À ce titre, les directives émanant de cette instance concernent la création, la circulation et la sélection des documents de toute institution soviétique. Par ailleurs comme le reconnaissent des archivistes français: «le système archivistique d'un pays est profondément lié aux principes de l'organisation de la société qui l'engendre» (Ermisse et René-Bazin 1988, 48).

Les années récentes

La seconde moitié des années 80 marque une période de profonds bouleversements pour le Régime soviétique qui, en réalité, vit ses dernières heures. Malgré les tentatives de réforme, *perestroïka* (restructuration) et *glasnot* (transparence), l'empire soviétique se désagrège. D'entrée de jeu, la *glasnot* et la *perestroïka* amènent une certaine démocratisation ou, tout au moins, un début de décentralisation des instances intervenant dans le processus archivistique, notamment par la création de commissions d'évaluation des documents à conservation permanente, formées d'archivistes, d'historiens, de gestionnaires de documents et d'administrateurs. Autre aspect non négligeable, l'accès aux archives se trouve élargi (Allen et Baumann 1991, 102; Grimsted 1989, 221). Un vent de démocratisation semble poindre, mais toutefois ce vent ne constitue aucunement un changement à 180 degrés par rapport aux pratiques antérieures. Ainsi, l'organe des Archives centrales de l'URSS ou Glavarkhiv relevant directement du Conseil des ministres des républiques soviétiques, continue d'exercer un contrôle sur l'ensemble de l'information organique et consignée produite et utilisée dans toutes les institutions soviétiques, à tous les échelons de la société (Grimsted 1989, 216).

Les répercussions de la chute du mur de Berlin en 1989 et les tensions internes – pensons seulement aux problèmes posés par les différentes nationalités et les nationalismes de plus en plus revendicateurs – sonneront le glas de ce régime à la fin de l'année 1991. Les conséquences de ce changement sont énormes sur le plan archivistique tant au niveau théorique que pratique. Par conséquent, l'immense fonds unique hérité du Régime soviétique est d'ores et déjà chose du passé en raison de la création de

nouvelles entités territoriales et administratives, dont notamment la Fédération de Russie. C'est donc dans ce contexte que le Fonds d'archives de la Fédération de Russie voit le jour au début de la décennie 90. Toutefois, ce fonds s'avère l'héritier direct du fonds unique de l'URSS puisque sa structure même et ses composantes assument une continuité certaine. Outre les documents des organisations politiques, économiques et sociales situées sur son territoire, ce fonds intègre les archives du Parti communiste d'Union soviétique (Artizov 1996, 84). En juillet 1993, paraît un premier texte législatif important: Base de *la législation de la Fédération de Russie sur le Fonds d'archives de Russie et des Archives*, puis en mars 1994 le *Règlement du Fonds d'archives de la Fédération de Russie et le règlement des services d'archives d'État de Russie* (Starostine 1995, 23). Dès lors, l'entité administrative responsable de la gestion des archives publiques - gestion des documents administratifs et des archives historiques - de la Fédération de Russie est connue sous le nom de Rosarkhiv ou Service d'archives de l'État de Russie. En conséquence, l'héritage archivistique soviétique demeure présent, tant par la reconnaissance d'un fonds d'archives unique et globalisant que par la perpétuation des méthodes issues du *records management*. Malgré cela, des différences notables se font jour. Ainsi, le texte législatif de juillet 1993 introduit une séparation entre les archives publiques et les archives privées sur tout le territoire de la Fédération (Kisselev 1994, 86). Des problèmes sérieux méconnus jusqu'alors ont émergé: comment organiser la gestion des documents des organismes et mouvements politiques nouvellement privatisés? Quelles politiques d'ensemble devront être adoptées concernant ces archives et comment les mettre en œuvre sous forme de normes, de directives et de procédures? Comment faire le lien avec les organismes prédécesseurs et leur production documentaire?

Une archivistique en mutation

Voilà esquissés, par trop rapidement, le contexte et les défis de l'archivistique russe actuelle. Ces problèmes sont d'ordre théorique: la définition du fonds d'archives et d'un organisme producteur de fonds, l'élaboration de concepts ou de schémas conceptuels et opérationnels permettant de remplacer la perspective ultra maximaliste chère à l'archivistique soviétique, les relations entre les entreprises (nouvellement) privées et leurs prédécesseurs étatisés. Mais ces problèmes comportent également des aspects pratiques: la crise financière et budgétaire des organisations demeurent préocupante, malgré le démantèlement de l'Empire soviétique, les nouvelles législations n'ont pas modifié profondément les façons de faire (et la conception) des archivistes russes. À cet égard, quelle institution pourra assumer la formation adéquate des jeunes archivistes et le perfectionnement des responsables déjà en place? Quel type de formation sera le plus pertinent et le plus efficace dans un tel contexte? En somme, il appert que l'archivistique russe représente un champ d'étude et de mise en œuvre remarquable pour la discipline et pour la profession.

LE SYSTÈME DES ÉTABLISSEMENTS D'ARCHIVES EN RUSSIE

La notion fondamentale de l'archivistique russe repose sur le concept de fonds d'archives qui trouve sa concrétisation dans la constitution du Fonds d'archives de la Fédération de Russie qui a été créé en vue du traitement, de la conservation et de la

diffusion de la documentation historique. Le Fonds d'archives de la Fédération de Russie comprend l'ensemble des documents représentant la vie matérielle et spirituelle de ses peuples, ayant une valeur historique, scientifique, sociale, économique, politique ou culturelle, faisant partie intégrante d'un héritage historique des peuples de la Fédération de Russie. Ce fonds se compose de 340 millions de dossiers historiques.

Depuis 1993, la promulgation et l'application du texte législatif intitulé *Bases de la législation de la Fédération de Russie sur le Fonds d'archives et les Archives* ont eu des incidences indéniables sur la constitution et sur le contenu même de ce fonds d'archives. Dorénavant, le Fonds de la Fédération de Russie se compose de documents issus de deux catégories de producteurs: tout d'abord, des entités faisant partie de l'État (à l'échelon fédéral, régional ou municipal) et deuxièmement, des organismes privés — des associations, des organisations, voire des familles ou des individus. Cette seconde catégorie permet donc de regrouper les documents produits par les Églises, par les partis politiques et par les entreprises privées notamment (Artizov 1996, 85; Kisselev 1994, 86). Bien qu'il n'y ait (encore) qu'un seul fonds d'archives, celui-ci est réparti dans plusieurs dépôts ou centres d'archives rappelant ainsi la structure hiérarchique de cette nouvelle fédération.

En fait, comme nous pouvons le constater dans la nomenclature des dépôts d'archives en Russie, les documents d'origine privée peuvent dorénavant trouver place au sein du Fonds d'archives de la Russie. Par conséquent, cela témoigne de modifications importantes à la structure d'ensemble des archives en Russie par rapport au schéma antérieur d'organisation des dépôts et des documents d'archives sous le Régime soviétique. Les centres d'archives en Russie peuvent être regroupés en six grandes catégories, dont certaines se subdivisent:

1. Archives fédérales sous l'autorité du Rosarkhiv.
2. Archives fédérales qui ne sont pas sous l'autorité du Rosarkhiv.
 - 2.1- Archives du Président, des ministères, des commissions et autres instances exécutives suprêmes.
 - 2.2- Archives d'entités fédérales spécialisées ou techniques.
3. Archives des villes et municipalités.
 - 3.1- Archives des villes à statut fédéral (Moscou et St-Petersbourg).
 - 3.2- Archives des municipalités et autres administrations locales.
4. Archives d'institutions académiques.
 - 4.1- Archives d'instituts sous la responsabilité de l'Académie des sciences.
 - 4.2- Archives d'autres institutions académiques.
5. Archives d'organisations privées.
6. Archives des bibliothèques d'État et des musées nationaux.

Dans la première catégorie, nous retrouvons les établissements ou dépôts d'archives historiques qui sont, en quelque sorte, des centres de préservation de documents à conservation permanente. Ces centres peuvent être apparentés aux composantes du réseau des Archives nationales des pays occidentaux. Ils sont placés sous l'autorité directe du Rosarkhiv ou Service d'archives d'État de Russie dont il sera question plus loin. La seconde catégorie regroupe les Archives à l'échelon fédéral qui ne sont pas sous la responsabilité spécifique du Rosarkhiv. Il s'agit d'entités fédérales qui assument la gestion et la garde de leurs propres documents historiques. Parmi celles-ci, se

trouvent d'une part les Archives du Président et les Archives d'autres instances exécutives supérieures et, d'autre part, des agences fédérales spécialisées. Globalement donc, les centres d'archives appartenant à cette seconde catégorie s'avèrent des dépôts autonomes.

Pour leur part, les centres d'archives des villes, des municipalités et d'autres administrations locales appartiennent à la troisième catégorie et se répartissent en deux groupes bien distincts: 1) les villes ou métropoles possédant un statut fédéral (Moscou et St-Pétersbourg) et 2) les municipalités ou autres administrations évoluant à l'échelle locale. Quant aux centres d'archives d'institutions académiques formant la quatrième catégorie, ils se subdivisent également en deux sous-ensembles: les Archives d'instituts sous la tutelle de l'Académie des sciences et les dépôts d'archives d'autres institutions académiques. La cinquième catégorie est, sans aucun doute, la plus récente et la plus diversifiée puisqu'elle entend regrouper les dépôts d'archives privées, c'est-à-dire de syndicats, d'associations ou d'organisations sociales, d'institutions religieuses et d'autres associations autonomes. Parmi les principaux centres, nous retrouvons actuellement les Archives Sakharov et les Archives du Peuple. La sixième et dernière catégorie concerne les dépôts d'archives logés dans les bibliothèques d'État et dans les musées nationaux.

Par ailleurs, bien que les archives privées puissent être intégrées à la cinquième catégorie, il n'en demeure pas moins que, suivant leur échelon d'intervention, les entreprises, les associations autonomes et les individus pourront verser leurs documents historiques à des centres d'archives œuvrant à l'échelle fédérale, régionale ou municipale. Ces archives historiques seront alors légalement reconnues comme faisant partie du domaine public et, par conséquent, accessibles.

Le système d'archives en Russie mériterait une étude approfondie et d'envergure, cependant nous limiterons notre analyse aux centres et dépôts d'archives de niveau fédéral. Nous ferons donc une large place aux Archives d'État sous la responsabilité directe du Rosarkhiv, aux centres d'archives fédérales autonomes (qui ne sont pas sous la tutelle du Rosarkhiv) ainsi qu'aux dépôts d'archives situés à Moscou et à St-Pétersbourg. Rappelons que ces deux métropoles possèdent chacune un statut fédéral, à l'image de la ville de Paris qui constitue un département de l'échiquier administratif français.

Au centre de ce réseau à l'échelle fédérale, se trouve donc un organisme pivot jouant un rôle comparable à celui des Archives nationales du Québec, le Rosarkhiv. Cet organe assume des responsabilités de service auprès des ministères et organismes publics sous sa juridiction, mais également auprès d'entités étatiques autonomes semblables aux organismes des paragraphes 4 à 7 de la loi québécoise sur les archives.

Le Service d'archives d'État de Russie ou Rosarkhiv est un organe du pouvoir exécutif du ressort du Président et du gouvernement de la Fédération de Russie, il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'État dans le domaine archivistique. Il s'agit d'un service d'État de la Fédération de Russie qui voit à l'acquisition et à la conservation des documents du Fonds d'archives de la Fédération de Russie dans les institutions étatiques et dans les centres voués à la conservation de documents historiques. Le Rosarkhiv ne conserve pas en tant que tel des documents, il constitue une entité essentiellement administrative.

Le Rosarkhiv est l'héritier direct et le successeur du Roskomarkhiv (Comité d'État des affaires archivistiques de Russie, 1990) et du Glavarkhiv de l'ex-URSS. En conséquence, le Rosarkhiv a pris en charge tous les établissements d'archives, les agences et instituts sous l'ancienne responsabilité du Glavarkhiv, notamment les divers dépôts connus sous les vocables Archives centrales d'État de l'Union soviétique correspondant à la première catégorie de la structure établie par Gérard Ernisse et Paule René-Bazin³. Déjà, un des principaux rôles de cet organe émanant du Conseil des ministres de l'URSS était de prévoir les versements, à partir de critères préétablis, de documents à valeur permanente provenant des diverses agences de l'État, donc de mettre en œuvre un calendrier de conservation des documents. Ses activités relatives à la gestion des documents administratifs comprennent également la conception et la circulation des formulaires (Allen et Bauman 1991, 102).

Les documents qui font partie du Fonds d'archives de la Fédération de Russie sont très variés. Il s'agit notamment des documents législatifs et exécutifs ayant trait à la gestion des organismes étatiques œuvrant aussi bien dans les domaines scientifiques que techniques. Ces documents se retrouvent sur plusieurs types de supports autres que le papier: des bandes et des disques magnétiques; des documents photographiques, cinématographiques, sonores et cartographiques ainsi que des manuscrits d'écrivains, de musiciens, de la correspondance, des dessins, des mémoires, etc.

Pour comprendre l'organisation des documents d'archives en Russie, il faut prendre connaissance de la structure des institutions qui en assurent la responsabilité. Cette structure s'avère le témoin fidèle de la nature centralisée du système de pouvoir et de gestion de l'État. En partant de cette structure, le Service d'archives d'État de Russie ou Rosarkhiv possède, entre autres, deux sections vouées à la gestion des documents des organismes étatiques. Il s'agit de la section des archives d'État et de la section des archives départementales; la première fait référence aux entités placées sous l'autorité directe du Rosarkhiv alors que la seconde regroupe des organismes autonomes.

Les documents ayant une valeur historique provenant des institutions sous le magistère du Rosarkhiv font partie du Fonds d'archives de la Fédération de Russie conformément à un plan préétabli et y occuperont une place prédéterminée. Sous les auspices du Rosarkhiv, nous retrouvons les principales institutions suivantes⁴: Archives d'État des actes anciens de Russie (RGADA)⁵, Archives d'État de l'économie de Russie (RGAE), Archives d'État de la littérature et des arts de Russie (RGALI), Archives d'État de documents cinématographiques et photographiques (RGAKFD), les Archives sonores d'État de Russie (RGAFD) et les Archives d'État de la documentation scientifique et technique de Russie (RGANTD) ainsi que divers centres de préservation de documents, dont le centre pour la préservation de la documentation contemporaine (Ts KHSD).

Bien que le Fonds d'archives de la Fédération de Russie soit très englobant et étendu, il reste que les documents de l'époque soviétique sont gardés séparément des dossiers de la période du féodalisme et du capitalisme. On conserve ainsi les plus vieux documents de l'époque pré-soviétique dans les Archives des actes anciens qui englobent une période historique s'étalant du XI^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Les documents historiques de l'époque du capitalisme en Russie sont conservés dans les

Archives historiques d'État de Russie (RGIA). On y garde des documents des banques d'État et privées, des campagnes par actions des sociétés industrielles et agricoles, des conseils d'administration de chemins de fer depuis le début du XIX^e siècle jusqu'en 1918.

Les documents des organisations militaires représentant l'histoire de la construction navale ou de combat pour la période du XVII^e siècle à 1940, sont conservés dans les Archives d'État de l'armée de Russie (RGVA). La documentation historique la plus volumineuse sur la Russie se retrouve dans les Archives d'État de l'économie de Russie où sont conservés les documents de l'époque soviétique. Cet ensemble archivistique comprend plus de 3 millions de documents.

Les centres d'archives sous l'autorité directe du Rosarkhiv correspondent en tous points aux dépôts d'archives centrales de l'URSS tels qu'identifiés par Gérard Ermisse et Paule René-Bazin à la fin des années 80. En cela, il y a donc continuité et non rupture totale par rapport à la gestion des archives sous le Régime soviétique. Les annexes 2 et 3 permettent d'apprécier cette continuité, tout au moins pour cette catégorie précise de centres d'archives.

La seconde section du Rosarkhiv concentre ses activités sur la gestion des archives départementales⁶. D'entrée de jeu, une précision terminologique s'impose: selon l'archivistique russe, le terme «départemental» ne fait aucunement référence à une quelconque notion géographique ou territorial comme c'est le cas en France. Il désigne plutôt les documents produits par les ministères et organismes gouvernementaux subordonnés à ces premiers. La section des archives départementales du Rosarkhiv, assure la gestion des documents des organisations, des instituts et des établissements qui fonctionnent dans différents domaines d'activités et qui assument eux-mêmes la conservation de leurs documents qui nourriront le Fonds d'archives de la Fédération de Russie. Parmi les dépôts d'archives des ministères se trouvent les Archives centrales du ministère de la Défense (Ts AMORF) et les Archives opérationnelles du Service d'espionnage (Arkhir SVR Rossii) alors que le Fonds d'État des données sur l'environnement fait partie de la production organique du groupe des organismes autonomes ou spécialisés.

La section des archives départementales voit à l'organisation et à l'utilisation des documents courants ayant une valeur administrative. Ses sphères de compétences s'étendent tant aux organisations autonomes qu'aux ministères et organismes sous leur autorité. D'après la structure administrative de la Russie, chaque organisation est subordonnée à un ministère. Ainsi, les ministères se préoccupent de la gestion des documents administratifs de quelques organisations dépendantes. Notons également la présence de centres d'archives départementales associées qui œuvrent dans certains secteurs économiques. Par exemple, dans l'industrie de la construction, les centres d'archives conservent les documents de plusieurs organisations de ce même secteur.

La fonction principale de la section départementale du Service des archives d'État de Russie concerne l'évaluation des documents produits avant leur transfert pour conservation permanente à la partie publique du Fonds d'archives de la Fédération de Russie. La sélection des documents devant être versés au Fonds d'archives est établie grâce à une liste spéciale élaborée à l'avance dans chaque organisation. Cette

liste - tableau de tri ou calendrier de conservation - contient des types de documents qu'il faut conserver en permanence.

La sélection est réalisée par l'entremise d'une commission d'experts présente dans chaque organisation. Elle se compose de 3 à 5 spécialistes de l'organisation (y compris le représentant de la section des archives départementales du Rosarkhiv) qui travaillent sous la direction immédiate des hautes autorités de l'organisation productrices des documents à évaluer. Les séances de la commission ont lieu d'habitude une ou deux fois par année. Cette commission se charge de faire l'inventaire de dossiers à conserver et de détruire les documents qui n'ont pas de valeur pratique ou historique. Par conséquent, bien que non soumises directement à l'autorité du Rosarkhiv, les organisations départementales ou autonomes et les ministères peuvent jouir de l'expérience et de l'expertise de ce service d'État. Le troisième groupe de centres d'archives à l'échelle fédérale regroupe des dépôts d'État localisés à Moscou et à St-Pétersbourg⁷. Parmi ceux-ci mentionnons les Archives centrales d'État des mouvements sociaux (Ts AODM), les Archives centrales de Moscou des documents sur supports spéciaux (Ts MADSN), les Archives centrales d'État de St-Pétersbourg (Ts GA SPb), les Archives centrales d'État de la littérature et des arts de St-Pétersbourg (Ts GALI SPb).

Conformément à la législation sur les archives de la Fédération de Russie, les utilisateurs d'information historique peuvent avoir accès à tous les documents conservés dans ces institutions, sauf ceux qui pourraient porter préjudice aux intérêts de la Russie ou de ses citoyens. L'accès aux documents de la partie publique du Fonds d'archives de la Fédération de Russie contenant un secret d'État ou un autre secret sauvegardé par la loi, n'est permise qu'à l'expiration d'un délai de 30 ans à partir du moment de la création de ces documents. Les restrictions d'accès aux documents d'archives contenant des renseignements sur la vie privée des citoyens sont réglées par un délai de 75 ans à partir du moment de leur création. Pour s'adresser aux Archives de la partie publique du Fonds d'archives de la Fédération de Russie, un chercheur doit produire une lettre officielle de son organisation.

En terminant l'exposé sommaire caractérisant la structure générale des organes d'archives en Russie, bien que celle-ci tente de se rapprocher de plus en plus du système d'archives des pays occidentaux - où la production organique d'un ministère constitue un fonds véritable - , il n'en demeure pas moins qu'y persiste une certaine tendance à la centralisation, héritage d'une vision ultra-maximaliste de la notion de fonds d'archives et de sa mise en œuvre. L'une de ces particularités est la gestion centralisée de la conservation des documents qui sera mise en relief avec l'exemple de la documentation scientifique et technique.

La documentation scientifique et technique: son organisation, sa conservation et son utilisation en Russie

La réflexion et l'expérience pratique du travail en archives ont amené à regrouper les documents portant sur les sujets scientifiques et techniques sous l'autorité du RGANTD, lequel est subordonné au Rosarkhiv. Ces documents sont identifiés comme l'ensemble de l'information organique et consignée relative aux processus et aux résultats des recherches scientifiques, aux études techniques ainsi qu'à leur application à la production industrielle. La documentation scientifique et technique rassemble la

production documentaire des instituts de recherche scientifique, des associations industrielles, des groupes de recherche, des entreprises, des établissements d'enseignement supérieur ainsi que des laboratoires.

La documentation scientifique et technique s'inscrit dans un système complexe dont les composantes sont les suivantes: documentation des recherches scientifiques et technologiques, projets et devis de construction, brevets, documents issus de recherches géologiques, géodésiques ou météorologiques. Ce système se renouvelle en permanence selon le développement du progrès scientifique et technique. La principale singularité du système de gestion des documents scientifiques et techniques consiste à refléter d'une manière fidèle les résultats du génie créateur et appliqué des savants et des spécialistes relativement aux découvertes et aux inventions. En URSS, les premiers centres d'archives scientifiques et techniques ont été fondés dans des domaines comme la géologie (1937), la géodésie (1946) et la météorologie (1957).

L'Académie des sciences de l'URSS, formée au milieu des années 30, a commencé à accumuler des documents de tous les instituts de recherches sous sa juridiction. Au début des années 60, l'influence du progrès scientifique et technique a donné lieu à une croissance rapide de la documentation scientifique et technique. En conséquence, les archives des entreprises et des organisations ont accumulé une grande quantité de documents qui ont perdu leur valeur administrative, mais qui ont eu besoin d'être évalué en raison de leur importance historique. L'État ne possédait pas d'instance mandatée à cet effet et apte à recevoir et à organiser ces documents scientifiques et techniques à conserver en permanence. Dans ces conditions, s'est posée la question de la création d'une instance dédiée à la gestion et à la conservation de ces archives spéciales. Cette institution a été fondée en 1967 pour devenir en 1995, après diverses fusions, les Archives d'État de la documentation scientifique et technique (RGANTD) sous le magistère du Rosarkhiv. Par ailleurs, dans chacune des républiques de la Fédération de Russie a été créé le même genre d'instance qui a commencé à verser des documents scientifiques et techniques dignes d'intérêt à l'échelle locale.

Dans les institutions vouées à la conservation des archives scientifiques et techniques de niveau départemental (c'est-à-dire les archives des instituts et des entreprises), la documentation scientifique et technique est conservée d'habitude de 10 à 25 ans avant d'être transférée aux Archives d'État. Par la suite, elle est conservée comme témoignage des activités des organisations qui l'ont produite, mais surtout du développement de la science et de la technologie en Russie.

Les changements politiques et économiques, qui ont pris place après la désintégration de l'Union Soviétique en 1991, ne pouvaient qu'avoir d'importantes répercussions sur tout le système archivistique de la Russie. Ces changements se sont manifestés en premier lieu par une réforme de la législation relative aux archives qui devait tenir compte des processus de privatisation de l'économie et de démocratisation de la société. Cependant, ces transformations devaient se faire dans le respect des principes archivistiques d'organisation et de conservation des documents d'archives. Le système de structuration des établissements d'archives de la Russie, dont la description fait l'objet de cet article, ne peut être considéré comme complet et définitif, car ce système en est à un stade de développement et d'évolution, à l'image de la nouvelle structure d'État de la Russie et de la société russe tout entière.

CONCLUSION

Tant d'un point de vue conceptuel que pratique, les systèmes archivistiques demeurent profondément liés aux modes d'organisation et de gestion de la société d'où ils émanent et dont ils sont l'expression. À cet égard, le système archivistique russe constitue le témoignage d'une formation sociale en mutation. Le passage d'une conception fortement centralisée et centralisatrice - la volonté d'assumer un contrôle - de la gestion d'un immense territoire à des principes plus proches d'une décentralisation, influence directement la nature même de l'archivistique russe. Ainsi, l'élaboration de fondements théoriques concernant la gestion de la production organique et consignée des organismes et associations nouvellement privatisés importe tout autant, sinon plus - tout au moins dans un premier temps - que l'assurance de la conservation de documents historiques pertinents. Dans cette perspective, il faudra se pencher sur les bases conceptuelles, mais aussi fort pratiques de la notion de fonds d'archives et du principe de respect des fonds pour l'ensemble des entités productrices de documents. Bref, comment définira-t-on un fonds d'archives dans le système archivistique russe? Quels seront les organismes producteurs de fonds? À l'aune de quels critères pourra-t-on déterminer les véritables entités créatrices de fonds d'archives? Comment assurera-t-on le respect du caractère organique de leur production documentaire?

En fait, les bases théoriques et pratiques de la notion de fonds et du principe de respect des fonds demandent à être réévaluées à la lumière des transformations majeures de la formation sociale russe, de la privatisation de l'économie, de la création d'entreprises privées, de l'émergence de nouvelles instances de l'État et de l'autonomisation d'entités administratives face au pouvoir central.

Voilà quelques défis auxquels seront confrontés l'archivistique et les archivistes russes. En réalité, bien que les conditions d'accès, la diffusion et l'exploitation des archives historiques qui constituent le patrimoine archivistique existant demeurent préoccupantes, il n'en demeure pas moins qu'il ne s'agit là que d'un aspect de la problématique. Sans vouloir négliger ou passer sous silence le passé de cette formation sociale et les documents historiques qui en sont le témoignage, il semble que la problématique de l'archivistique russe embrasse le cycle complet de la chaîne documentaire. Sans remettre en question les préoccupations relatives aux présentes archives historiques, les axes de la réflexion doivent tenir compte du présent et de l'avenir sans rompre avec le passé. Il s'agit bien davantage d'un continuum, mais qui reste à concevoir et à mettre en œuvre. Sous cet angle, la gestion des documents administratifs - traduction québécoise du terme *records management* - peut être d'une grande utilité lorsqu'elle est associée à des fondements conceptuels bien établis et qui s'inscrivent adéquatement dans la situation particulière de l'archivistique russe. Sans cela, les concepts risquent de demeurer des vœux pieux, alors que les méthodes et les pratiques de mises en œuvre tourneront à vide, faute d'assises théoriques bien fondées. L'articulation entre les finalités et les manières de faire archivistiques vaut la peine d'être tentée, sinon réussie.

De prime abord, il importait de situer l'archivistique russe dans un continuum afin de la reconnaître comme une discipline véritablement globale et intégrée. Dès à présent, il s'avère pertinent de s'interroger sur les implications et les applications du

principe de respect des fonds, mais surtout de veiller à assurer le caractère organique et la représentativité de la production documentaire des organisations reconnues productrices de fonds d'archives. En somme, l'organicité et la représentativité de la production organique et consignée des instances nouvellement créées ou ayant changé de statut, voire de missions, reposent sur la convergence entre des principes issus d'une archivistique classique (notions de fonds et de respect des fonds) et des méthodes contemporaines du *records management*. Par conséquent, la confection et la mise en œuvre d'outils de gestion documentaire — tels les listes de sélection de dossiers, les tableaux de tri ou les calendriers de conservation et d'élimination des documents administratifs — doivent alors traduire la mission, les mandats, les modes de fonctionnement et les activités afin de refléter aussi fidèlement que possible les spécificités des corps administratifs producteurs de fonds, mais surtout les caractéristiques de leur production documentaire.

Irina Karapetiants est professeure à l'Université d'État des sciences humaines de Russie.

Robert Nahuet est professeur adjoint d'archivistique à l'Université Laval.

NOTES

1. Le lecteur retrouvera à l'Annexe 1- la liste des 89 «sujets» de Russie, l'identification précise de chacun, le type d'entité, sa localisation et sa composition interne.
2. Cet emprunt soviétique aux manières de faire américaines n'est pas le seul, on se rappellera l'adoption et l'adaptation du taylorisme ou *scientific management* par le Régime soviétique en une méthode d'accroissement de la production connue sous le vocable de stakhanovisme.
3. Voir l'annexe 2 à la fin du texte.
4. Le lecteur trouvera à l'annexe 3 la liste complète des dépôts d'archives sous l'autorité du Rosarkhiv.
5. Les acronymes ou identificateurs de ces entités ont été établis à partir d'une transcription phonétique, selon notre alphabet et notre langue, des termes en langue russe. Ainsi, le nom de ce premier centre d'archives devrait se lire Rossiiki Gosudarstvenyii Arkhiv Drevnikh Aktov ou RGADA; ce qui nous apparaît plus simple et plus facile à identifier.
6. Les centres ou dépôts d'archives appartenant à cette catégorie apparaissent à l'annexe 4. De plus, dès la fin des années 80, les archivistes G. Ermisse et P. René-Bazin qualifiaient ces centres d'archives de dépôts autonomes (Ermisse et René-Bazin, 38).
7. Ils apparaissent à l'annexe 5 du texte.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN, Marie B. et Roland M. BAUMANN. 1991. Evolving appraisal and accessioning policies of soviet archives. *American Archivist* 54, 1: 96-111.
- ARTIZOV, André. 1996. The archives of Russia in the nineties: experiences, problems and prospects of development. *Janus*: 84-87.
- CHARPY, Jacques et Michel DUCHEIN. 1976. Impression d'un voyage en URSS. *La Gazette des archives* 93, 2: 89-103.
- ERMISSE, Gérard et Paule RENÉ-BAZIN. 1988. Deux archivistes au pays des Soviets. *La Gazette des archives* 142-143 (3^e et 4^e trimestres): 36-49.
- GRIMSTED, Patricia Kennedy. 1989. Glasnost in the archives? *American Archivist* 52, 2: 214-236.
- GRIMSTED, Patricia Kennedy. 1991. Perestroika in the archives? Further efforts at Soviet archival reform. *American Archivist* 54, 1: 70-95.
- GRIMSTED, Patricia Kennedy. 1982. Lenin's archival decree of 1918 : the Bolshevik legacy for Soviet archival theory and practice. *American Archivist* 45, 4: 429-443.
- KISSELEV, Alexei. 1994. L'organisation des documents dans l'Union des archives de Moscou. *Janus* 2: 85-87.
- OCDE - Centre de l'OCDE pour la collaboration avec les non-membres. 1998. *Examen des politiques nationales d'éducation : Fédération de Russie*. Paris, OCDE.
- RADVANYI, Jean. 1997. Les régions défient Moscou. *Le Monde diplomatique*. Mars 1997: 15.
- STAROSTINE, Evgeni. 1995. Évaluation critique de l'ancienne archivistique soviétique. Conseil international des archives (CIA), *Actes du Colloque régional sur les conséquences des changements politiques intervenus en Europe de l'Est sur l'enseignement de l'archivistique et la formation des archivistes*. Paris, CIA.: 23-27.
- STEPHENS, David O. 1993a. Records management in the Soviet Union: Part 1 - *Records Management Quarterly* Vol 27 no 1: 54-61.
- STEPHENS, David O. 1993b. Records management in the Soviet Union: Part 2 - *Records Management Quarterly* Vol 27 no 2: 60-67.
- Sites internet
- Institut international d'histoire sociale (Amsterdam). ArcheoBiblioBase. Russian Archival Directory Published. 1998. Page consultée en juin 1998. Adresse URL: <http://www.iisg.nl.-abb>
- Norsk Utenriks Politisk Institutt-Russlandssenteret (NUPI-Centre for Russian Studies Database, Administrative Units). 1998. Page consultée en juin 1998. Adresse URL: http://www.nupi/cgi-win/Russland/a_enhet.exe/sok

ANNEXE 1
COMPOSANTES INTERNES DE LA FÉDÉRATION RUSSIE

NOM	TYPE D'ENTITÉ	RÉGION	COMPOSITION INTERNE
Adyghéens	république	Caucase Nord	7 districts, 2 villes
Aga-Buryatiya	okroug autonome	Sibérie Est	3 districts
Altaï	kraï	Sibérie Ouest	60 districts, 11 villes
Amour	oblast	Extrême Est	20 districts, 7 villes
Arkhangelsk	oblast	Nord Ouest okroug autonome Nenets	20 districts, 7 villes,
Astrakhan	oblast	Volga	11 districts, 2 villes
Bashkortostan	république	Oural	54 districts, 20 villes
Belgorod	oblast	Centre Tchermozémic	21 districts, 6 villes
Bryansk	oblast	Centre	27 districts, 5 villes
Bouriatie	république	Sibérie Est	20 districts, 6 villes
Carélie	république	Nord	15 districts, 7 villes
Daghestan	république	Nord Caucase	41 districts, 10 villes
Evenk	okroug autonome	Sibérie Est	3 districts
Gorno-Altai	république autonome	Sibérie Ouest	
Iakoutie-Sakka	république	Extrême Est	33 districts, 3 villes
Iamalo-Nenets	okroug autonome	Sibérie Ouest	15 districts, 6 villes
Ingouchie	république	Nord Caucase	
Irkoutsk	oblast	Sibérie Est	33 districts, 14 villes
Ivanovo	oblast	Centre	22 districts, 6 villes
Kabardino-Balkarie	république	Nord Caucase	8 districts, 3 villes
Kaliningrad	oblast	Kaliningrad	13 districts, 9 villes
Kalmoukie	république	Volga	13 districts, 1 ville
Kalouga	oblast	Centre	24 districts, 4 villes
Kamchatka	oblast	Extrême Est okroug autonome Koryakskiy	11 districts, 2 villes,
Karatchaevo-Tcherkessie	république	Nord Caucase	8 districts, 2 villes
Kemerovo	oblast	Sibérie Ouest	19 districts, 17 villes
Khabarovsk	kraï	Extrême Est	17 districts, 6 villes
Khakassie	république	Sibérie Est	8 districts, 3 villes
Khanty-Mansi	okroug autonome	Sibérie Ouest	9 districts, 13 villes
Kirov	oblast	Volga-Vyatka	39 districts, 5 villes
Komi-Permyak	okroug autonome	Oural	6 districts, 1 ville
Komis	république	Nord	16 districts, 8 villes
Koriaks	okroug autonome	Extrême Est	4 districts
Kostroma	oblast	Centre	24 districts, 7 villes
Kourgan	oblast	Oural	24 districts, 2 villes

Koursk	oblast	Centre Tchermozémic	28 districts, 5 villes
Krasnodar	kraï	Nord Caucase	38 districts, 15 villes
Krasnoïarsk	kraï	Sibérie Est	48 districts, 16 villes,
		2 okrougs autonomes:	Taïmyr et Evenk
Leningrad	oblast	Nord Ouest	17 districts, 9 villes
Lipetsk	oblast	Centre Tchermozémic	18 districts, 4 villes
Magadan	oblast	Extrême Est	8 districts, 10 villes
Maris	république	Volga-Vyatka	14 districts, 3 villes
Mordovie	république	Volga-Vyatka	22 districts, 3 villes
Moscou	ville (statut fédéral)	Centre	
Moscou Oblast	oblast	Centre	39 districts, 54 villes
Mourmansk	oblast	Nord	5 districts, 9 villes
Nenets	okroug autonome	Nord	1 ville
Nijnie-Novgorod	oblast	Volga-Vyatka	47 districts, 11 villes
Novgorod	oblast	Nord Ouest	21 districts, 3 villes
Novossibirsk	oblast	Sibérie Ouest	30 districts, 7 villes
Omsk	oblast	Sibérie Ouest	32 districts, 6 villes
Orenbourg	oblast	Oural	35 districts, 12 villes
Oryol	oblast	Centre	24 districts, 3 villes
Ossétie du Nord - Alanie	république	Nord Caucase	8 districts, 1 ville
Oudmourtie	république	Oural	25 districts, 5 villes
Oulianovsk	oblast	Volga	21 districts, 3 villes
Penza	oblast	Volga	28 districts, 5 villes
Perm	oblast	Oural	37 districts, 14 villes
Primorye	kraï	Extrême Est	25 districts, 11 villes
Pskov	oblast	Nord Ouest	24 districts, 3 villes
Rostov	oblast	Nord Caucase	43 districts, 16 villes
Ryazan	oblast	Centre	25 districts, 4 villes
Saint-Pétersbourg	ville (statut fédéral)	Nord Ouest	
Sakhalin	oblast	Extrême Est	17 districts, 9 villes
Samara	oblast	Volga	27 districts, 10 villes
Saratov	oblast	Volga	38 districts, 12 villes
Smolensk	oblast	Centre	25 districts, 7 villes
Stavropol	kraï	Nord Caucase	26 districts, 10 villes
Sverdlovsk	oblast	Oural	30 districts, 32 villes
Taïmyr (Dolgan- Nenets)	okroug autonome	Sibérie Est	3 districts, 1 ville
Tambov	oblast	Centre Tchermozémic	23 districts, 7 villes
Tatarstan	république	Volga	43 districts, 11 villes
Tcheliabinsk	oblast	Oural	24 districts, 20 villes
Tchetchénie-Ichkerie	république	Nord Caucase	

Tchita	oblast	Sibérie Est okroug autonome de Agino-	31 districts, 5 villes, Buriatski
Tchouktches	okroug autonome	Extrême Est	8 districts, 1 ville
Tchouvachie	république	Volga-Vyatka	21 districts, 5 villes
Tomsk	oblast	Sibérie Ouest	16 districts, 5 villes
Toula	oblast	Centre	23 districts, 9 villes
Tver (Kalinin)	oblast	Centre	36 districts, 12 villes
Tyumen	oblast	Sibérie Ouest	38 districts, 24 villes
Tyva	république	Sibérie Est	16 districts, 10 villes
Ust-Orda Buryat	okroug autonome	Sibérie Est	6 districts
Vladimir	oblast	Centre	16 districts, 10 villes
Volgograd	oblast	Volga	33 districts, 6 villes
Vologda	oblast	Nord	26 districts, 4 villes
Voronezh	oblast	Centre Tchermozémic	32 districts, 7 villes
Yaroslavl	oblast	Centre	17 districts, 11 villes
Yevrey	oblast autonome juive	Extrême Est okroug autonome Komi- Permyak	5 districts, 1 ville

ANNEXE 2

LES ARCHIVES D'ÉTAT DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Les sept catégories de dépôts d'archives qui constituent le réseau des Archives d'État sont les suivantes :

Onze dépôts des archives centrales d'État :

- Archives centrales de la Révolution d'Octobre, des organes suprêmes du pouvoir d'État et des organes de l'administration d'État de l'U.R.S.S. à Moscou.
- Archives centrales de l'économie nationale de l'U.R.S.S. à Moscou.
- Archives centrales de la documentation scientifique et technique de l'U.R.S.S. à Moscou.
- Archives centrales de l'armée soviétique à Moscou.
- Archives centrales de la littérature et des arts à Moscou.
- Archives centrales des actes anciens (XI^e siècle à XVIII^e siècle) à Moscou.
- Archives centrales d'histoire (du XVIII^e siècle à 1917) à Léninegrad.
- Archives centrales de la Marine à Léninegrad.
- Archives centrales d'histoire militaire à Moscou.
- Archives centrales de la documentation cinématographique et photographique à Krasnogorsk.
- Archives centrales des enregistrements sonores à Moscou.

Dépôts d'archives des quinze républiques fédérées.

Dépôts d'archives des vingt républiques autonomes.

Dépôts d'archives des territoires et des régions.

Dépôts d'archives des districts et des villes (+ dépôts de préarchivage).

Dépôts d'archives autonomes: certains ministères ont leur autonomie, comme le ministère des Affaires étrangères; il en est de même d'autres organismes, comme l'Académie des Sciences, et des sections des manuscrits des bibliothèques ou des musées, qui comprennent des archives.

Dépôts de préarchivage autorisés: ce sont surtout ceux des organes suprêmes de l'État en Union soviétique: le présidium, le Conseil des ministres de l'Union soviétique, chaque présidium, chaque Conseil des ministres de républiques fédérées, des républiques autonomes, des villes et les organismes dirigeants des institutions économiques ou organes de planification du pays.

Source: G. Ermisse et P. René-Bazin, 38

ANNEXE 3
DÉPÔTS OU CENTRES D'ARCHIVES SOUS ROSARKHIV

Archives d'État de la Fédération de Russie (GA RF).
Archives d'État des actes anciens de Russie (RGADA).
Archives historiques d'État de Russie (RGIA) [18^e siècle à 1917].
Archives d'État d'histoire militaire de Russie (RGVIA).
Archives d'État de la Marine de Russie (RGAVMF).
Archives d'État de l'économie de Russie (RGAE).
Archives d'État de la littérature et des arts de Russie (RGALI).
Archives d'État de l'armée de Russie (RGVA).
Archives d'État de la documentation scientifique et technique de Russie (RGANTD).
Archives sonores d'État de Russie (RGAFD).
Archives d'État des documents cinématographiques et phonographiques de Russie (RGAKFD).
Centre russe de préservation et d'étude des documents d'histoire moderne (RTsKhIDNI).
Centre pour la préservation de la documentation contemporaine (TsKhSD).
Centre pour la préservation des documents des organisations de la jeunesse (TsKshDMO).
Centre pour la préservation des collections historico-documentaires (TsKhIDK).
Archives historiques d'État de Russie relatives à l'Extrême-Est (RGIADV).

ANNEXE 4

DÉPÔTS OU CENTRES D'ARCHIVES NON SOUS ROSARKHIV (ARCHIVES AUTONOMES)

Premier groupe: Archives autonomes

Archives du Président de la Fédération de Russie (APRF).
Département historico-documentaire du ministère des Affaires étrangères * (IDDMID).
Archives de la politique étrangère de la Fédération de Russie [1917 à nos jours] (AVPRF).
Archives de la politique étrangère de l'Empire russe (AVPRI).
Centre mémorial d'archives historiques et militaires du Personnel général des Forces armées de la Fédération de Russie.
Archives centrales du ministère de la Défense (Ts AMORF).
Archives navales centrales (Ts VMA).
Archives centrales du Service fédéral de Sécurité (Ts FSB Rossii).
Archives opérationnelles du Service d'espionnage (Arkhiv SVR Rossii).
Archives centrales du ministère des Affaires internes (Ts AMVD Rossii).
Archives centrales des Troupes internes (Ts AVV).
Section du fonds du ministère de l'Énergie atomique.
Administration pour la collecte de statistiques sur la population * (Upravlenie ZAGS).

Deuxième groupe : Archives spécialisées

Fonds géologique de la Fédération de Russie (Rosgeolfond) comprend deux dépôts distincts:
dépôt du fonds géologique central,
dépôt géologique d'État des cadastres.
Fonds d'État des données sur l'Environnement (Gosfond).
Fonds central cartographique et géodésique (TsKGF).
Fonds central d'État des normes et spécifications techniques (TsGFSTU).
Fonds d'État des images en mouvement [dépôt légal] (Gosfil' mofond Rossii, GFF).
Fonds d'État des émissions de télévision et de radio (Gosteleradiofond).
Dépôt légal des œuvres publiées (livres) en Russie (RKP).

* Désigne des entités administratives et non des établissements ou dépôts d'archives

ANNEXE 5
DÉPÔTS OU CENTRES D'ARCHIVES DE VILLES DE STATUT FÉDÉRAL
(MOSCOU ET SAINT-PÉTERSBOURG)

Archives municipales unifiées de Moscou.*
Archives municipales centrales de Moscou (Ts MAM).
Archives historiques centrales d'État de Moscou (Ts IAM).
Archives centrales d'État des mouvements sociaux (Ts AODM).
Archives centrales de Moscou des documents sur supports spéciaux (Ts MADSN).
Archives centrales de la documentation scientifique et technique de Moscou (Ts ANTDM).
Archives centrales de la littérature et des arts de Moscou (Ts ALIM).
Comité des Affaires archivistiques de l'administration de la région de Moscou.*
Archives centrales d'État de la région de Moscou (Ts GAMO).
Administration des archives du Bureau du maire de St-Pétersbourg et du gouvernement de la région de Léninegrad.*
Archives centrales d'État de St-Pétersbourg (Ts GA SPb).
Archives historiques centrales d'État de St-Pétersbourg (Ts GIA SPb).
Archives centrales d'État des documents historico-politiques de St-Pétersbourg (Ts GAIPD SPb).
Archives centrales d'État de la littérature et des arts de St-Pétersbourg (Ts GALI SPb).
Archives centrales d'État des documents filmiques, photographiques et phonographiques de St-Pétersbourg (Ts GAKFFD SPb).
Archives centrales d'État de la documentation scientifique et technique de St-Pétersbourg (Ts GANTD SPb).
Archives centrales d'État de la région de Léninegrad à Vyborg (LOGAV)

* Désigne des entités administratives et non des établissements ou dépôts d'archives